



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**DÉLÉGATION CÔTE D'AZUR
250 RUE ALBERT EINSTEIN
06560 SOPHIA ANTIPOLIS**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**ACCORD-CADRE PORTANT SUR LE NETTOYAGE ET L'ENTRETIEN
DES BATIMENTS DU CNRS DELEGATION COTE D'AZUR**

Procédure 2025-02

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET et forme DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 3 – NATURE et forme DE L'ACCORD-CADRE	6
3.1 Procédure de passation.	6
3.2 Forme du contrat	6
ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT	7
ARTICLE 5 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 6 - REPRESENTATION DES PARTIES	7
6.1 représentation du CNRS.....	7
6.2 représentation du titulaire.....	7
ARTICLE 7 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	7
7.1 Principes généraux.....	7
7.2 Forme des prix.	7
7.3 Révision des prix	8
ARTICLE 8 – CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	8
ARTICLE 9 –clause d'insertion professionnelle.....	9
9.1 Les publics visés	9
9.2 Les modalités de mise en œuvre.....	9
9.3 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion	10
9.4 Les modalités de contrôle.....	10
ARTICLE 10 - CLAUSE DE REEXAMEN	11
ARTICLE 11 - PÉNALITES	11
ARTICLE 12 – RESILIATION.....	12

ARTICLE 13 – MODALITES DE PAIEMENT	13
13.1 Facturation	13
13.1.1 Pour les bâtiments 1, 2, 3, 4, 5 :	13
13.1.2 Pour le bâtiment 8 :	13
13.2 Facturation électronique	14
13.3 Règlement et INTERETS moratoires	14
ARTICLE 14 - AVANCES.....	15
ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE.....	15
ARTICLE 16 – CONSTATATION DE L’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE.....	15
ARTICLE 17 – Disposition environnementale	15
ARTICLE 18 – Prévention des risques / Plan de prévention	15
ARTICLE 19 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	16
19.1 – Généralités.	16
19.2 – Modifications mineures	16
19.3 – Modification majeures	16
ARTICLE 20 – ASSURANCES	16
ARTICLE 21 - OBLIGATION DU TITULAIRE	16
21.1 Obligation d’information et de conseil	16
21.2 Obligations du titulaire en matière d’exécution des prestations et de gestion du personnel.....	16
21.3 Obligation protection des travailleurs.....	17
ARTICLE 22 – CONFIDENTIALITE	17
ARTICLE 23 – DISPOSITIONS GENERALES.....	18
23.1 Mesures de sécurité.....	18
23.2 Certification et sécurité des personnels	18
23.3 Mesures de portée générale.....	19
ARTICLE 24 - REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES	20

ARTICLE 25 – LITIGES 21

ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS..... 21

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) portent sur le nettoyage des locaux, mobiliers et vitreries des bâtiments implantés sur le parc de Sophia Antipolis (06560 Valbonne).

Le code pertinent de la nomenclature CPV est le suivant : BB.11

90910000	Services de nettoyage
----------	-----------------------

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement dûment signé et ses éventuelles annexes;
- L'annexe 1 à l'Acte d'Engagement « Annexe financière » ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Applicables aux Contrats Publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services ,
- Le cadre de réponse technique du Titulaire (CRT) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels et leurs avenants, postérieurs à la notification du contrat.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du contrat. Le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance de tout texte ou réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

Toute clause portée dans une documentation quelconque du titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du contrat, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du Titulaire sont en particulier concernées par cette dernière disposition.

ARTICLE 3 – NATURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Procédure de passation.

Le présent accord-cadre à bon de commande est passé selon la procédure formalisée en application des dispositions aux articles L. 2124-1 et R. 2124-1 du Code de la commande publique, sous la forme d'un Appel d'Offre Ouvert.

3.2 Forme du contrat

Le présent accord-cadre est un contrat composite, comprenant une partie forfaitaire, et l'exécution de certaines prestations sur bon de commande.

L'accord-cadre s'exécute uniquement à bon de commande :

- Les prestations à prix forfaitaire sont matérialisées par l'émission de bons de commande mensuels. Le paiement s'effectue mensuellement après service fait.
- Les prestations à prix unitaire sont matérialisées par l'émission d'un bon de commande. Le paiement s'effectue après service fait.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 4 000 € HT pour la partie à bon de commande.

ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L. 2113-11 1° du Code de la commande publique, l'accord-cadre n'est pas alloti dans la mesure où l'acheteur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination.

ARTICLE 5 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prend effet à compter du **1^{er} octobre 2025**.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'un (1) an, renouvelable trois (3) fois, par tacite reconduction, sans que la durée globale ne puisse excéder quatre (4) ans. Le Titulaire ne peut s'y opposer.

La décision de non-reconduction est notifiée avant la date anniversaire de l'accord-cadre par courrier recommandé avec accusé de réception, au moins trois (3) mois avant la fin de la période en cours.

ARTICLE 6 - REPRESENTATION DES PARTIES

6.1 REPRESENTATION DU CNRS

Dès la notification de l'accord-cadre, le CNRS désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins d'exécution de l'accord-cadre pour un ou plusieurs bâtiments.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le CNRS en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le CNRS notifie toute modification d'interlocuteur désigné au titulaire.

6.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à la représentation vis-à-vis du CNRS, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre, en qualité de responsable technique. L'interlocuteur nommément désigné sera joignable en permanence par le CNRS aux heures ouvrables des sites.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du Titulaire, qui est tenu d'informer, sans délai, le CNRS de toute modification ultérieure de l'interlocuteur désigné.

ARTICLE 7 – PRIX DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Principes généraux.

Le prix est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations ainsi que celles correspondant à l'obligation faite au Titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel, en vue d'assurer l'ensemble des prestations prévues de l'accord-cadre.

La monnaie de référence de cet accord-cadre est l'euro (€).

7.2 Forme des prix.

Le prix fait apparaître le montant HT, la TVA et le montant TTC. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'émission de la facture.

7.2.1 Prix global et forfaitaire

Le prix global et forfaitaire annuel s'applique à l'exécution des prestations courantes de nettoyage des locaux, des vitres et des espaces extérieurs des sites.

7.2.2 Prix unitaires

Les prix unitaires correspondent à la réalisation de prestations occasionnelles.

7.3 REVISION DES PRIX

Les prix figurant dans le présent accord-cadre, sont conclus à prix révisibles.

Conformément à l'article R. 2112-13 du code de la commande publique, ces prix sont révisibles sur demande du titulaire chaque année, au plus tard quinze (15) jours avant la date anniversaire de démarrage de l'accord-cadre, en application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 * (I_m / I_0)$$

Dans laquelle :

P = le prix révisé hors TVA à la date anniversaire de l'accord-cadre ;

P₀ = le prix initial hors TVA fixé dans l'offre du Titulaire.

I₀ = valeur de l'indice INSEE Identifiant 010766460 (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Services de nettoyage courant des bâtiments – Base 2021) en vigueur au mois de la date de réception des offres.

I_m = valeur de l'indice INSEE Identifiant 010766460 (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Services de nettoyage courant des bâtiments – Base 2021) connue lors du mois précédant la date anniversaire de notification.

Cet indice est consultable sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565196>

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Il ne sera pas procédé à des révisions provisoires.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou pas un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier par le Titulaire au CNRS. Le CNRS disposera d'un délai de 21 jours calendaires pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice.

En cas de désaccord exprimé dans le délai mentionné supra, les parties devront trouver un accord par avenant. A la date mentionnée dans la périodicité de révision des prix, le Titulaire adresse au CNRS, par tout moyen, la valeur du coefficient de révision, calculé au moyen de la formule de révision des prix susvisée. En cas de refus de la proposition de révision du titulaire, le pouvoir adjudicateur fait sa proposition dans les meilleurs délais.

Le silence du CNRS dans un délai de vingt-et-un (21) jours calendaires à compter de la réception du courrier de révision vaut acceptation de celle-ci.

ARTICLE 8 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le CNRS se réserve le droit de résilier sans indemnité l'accord-cadre si l'augmentation moyenne des prix hors taxes maximum sur la durée du contrat est supérieure à 2,5 %.

Cette augmentation est calculée entre les derniers prix validés à la date de la notification de l'accord-cadre et ceux proposés à la date anniversaire de révision des prix.

ARTICLE 9 –CLAUSE D'INSERTION PROFESSIONNELLE

Le CNRS, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges de ce contrat une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Par dérogation aux articles 16.1 et suivant du CCAG relatif aux clauses d'insertion sociale du, la clause d'insertion professionnelle sera mise en œuvre selon les prescriptions ci-dessous.

Le Titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il s'agira de leur réserver, pendant la durée d'exécution de ce marché :

**200 heures d'insertion minimum par an
(ou 800 heures sur la durée maximale de l'accord-cadre, reconductions comprises)**

Le bilan final insertion sera réalisée au terme de l'accord-cadre, reconductions comprises

Afin de prendre en compte la clause de reprise du personnel décrite à l'article 7 de la Convention Collective des Entreprises de Propreté et Services associés, les heures d'insertion pourront être réalisées dans le cadre de remplacements temporaires (congrés, absences diverses), de remplacements permanents (non reprise du personnel, départs, ...) ou de postes supplémentaires.

La masse salariale concernée par l'article 7 de la Convention Collective des Entreprises de Propreté et Services associés se trouve en annexe 1 au CCAP.

9.1 LES PUBLICS VISES

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail) sans activité ou en activité partielle (moins de 900 heures au cours des 12 derniers mois), les allocataires du RSA en recherche d'emploi, les allocataires de minima sociaux (ASS, AAH, ...), les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi : sans qualification (niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, diplômés justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur, les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans), les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique, celles prises en charge dans le secteur du travail adapté ou protégé.

En outre, toutes personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de France Travail, de la Mission Locale, de CAP Emploi ou du PLIE, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Ces personnes sont choisies librement et sous la seule responsabilité du titulaire du contrat ; sous réserve de respecter le présent CCAP, et notamment ses articles 19.1 et 19.2.

L'éligibilité du public devra être validée en amont du recrutement par le « facilitateur » mentionné à l'article 9.3 du présent CCAP.

9.2 LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

L'action d'insertion pourra être réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- L'embauche directe, par l'entreprise titulaire ou ses sous-traitants, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD). Il peut s'agir d'un contrat en alternance (sous conditions).
- Le recours à de la mise à disposition de salariés en insertion via une association intermédiaire (AI), une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou une entreprise de travail temporaire (ETT).
- Le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Globalisation des objectifs d'insertion :

Si dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion professionnelle, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre en accord avec les maîtres d'ouvrages concernés, informés en ce sens par le facilitateur, et à condition d'être favorable au salarié en insertion.

Le facilitateur est garant de la répartition des heures pendant la durée d'exécution de chacun des marchés et pendant la période d'éligibilité du salarié concerné.

Sous-traitance : le titulaire demeure entièrement responsable de l'obligation d'insertion. Il doit informer ses sous-traitants de la mise en œuvre d'une clause d'insertion professionnelle dans le marché. S'il décide de demander au(x) sous-traitant(s) de réaliser une partie des heures d'insertion, il informe le maître d'ouvrage et le facilitateur de l'identité des sous-traitants ainsi que de l'engagement d'embauche contractualisé entre les sous-traitants et lui-même.

9.3 LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES D'INSERTION

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, un dispositif d'accompagnement a été mis en place et doit être sollicité auprès du facilitateur mentionné ci-dessous :

Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)
Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Les Genêts – 449, Route des Crêtes – BP43
06 901 SOPHIA ANTIPOLIS

Contact :

Isabelle GIRARDOT
Tél : 04.89.87.71.37
E-mail : i.girardot@agglo-casa.fr

Le CNRS assurera la mise en relation du Titulaire de l'accord-cadre et du facilitateur avant le commencement des prestations.

9.4 LES MODALITES DE CONTROLE

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé.

Durant toute l'exécution des prestations de l'accord-cadre, le titulaire devra répondre à toute demande du CNRS ou du facilitateur mentionné à l'article 9.3 relative à la mise en œuvre de la clause sociale.

Le contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le Titulaire de l'accord-cadre s'est engagé sera réalisé mensuellement ; à cet effet, le Titulaire communique chaque trimestre au facilitateur, tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, ...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Dans le cadre de l'application du RGPD, l'employeur informera son salarié préalablement au transfert de ses données personnelles en vue de leur collecte et traitement dans la base ARCHE Clause, gérée par le PLIE CASA.

L'employeur informera également son salarié des conditions de stockage et sécurisation de ces données ainsi que de son droit d'accès, de modification ou de suppression auprès du PLIE CASA au 04.89.87.71.07

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du contrat, le CNRS peut, à tout moment décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de l'accord-cadre.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 11 - Pénalités.

Une pénalité sera également appliquée en cas de non-exécution ou d'exécution partielle de la clause d'insertion.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le facilitateur. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs définis au CCAP.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le Titulaire doit en informer le CNRS, dès la survenance des faits, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le CNRS examinera la demande de l'entreprise de se voir exonérée de tout ou partie de ses obligations liées à la clause d'insertion sur la base de justificatifs validés par la Direction du Travail.

A l'issue de l'exécution de l'accord-cadre, lors de la réunion de fin de l'accord-cadre, il est procédé de façon contradictoire au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

ARTICLE 10 - CLAUSE DE REEXAMEN

Le CNRS informe le Titulaire que le périmètre des lieux d'interventions peut évoluer.

Par conséquent, dans les conditions prévues à l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique, le CNRS se réserve la possibilité de modifier par voie d'avenant, avec un préavis de deux (2) mois minimum, les prestations attribuées au Titulaire, sans limite de superficie traitée.

L'application de la clause de réexamen pourra engendrer une modification économique du contrat, dont la détermination sera fonction des coûts forfaitaires et prix unitaires proposés par le candidat à l'annexe financière après application des révisions intervenues.

ARTICLE 11 - PÉNALITES

En cas de non-respect des conditions d'exécution de l'accord-cadre, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le CNRS se réserve le droit d'appliquer sans mise en demeure préalable des pénalités, conformément à ce qui suit :

Prestations non conformes	Montant de la pénalité	Remarques
Non-respect des consignes du règlement intérieur et des conditions d'accès au site.	Cent euros (100,00 € HT)	Par site concerné et par manquement constaté.
Défaut de remplacement d'un agent ou du chef d'équipe absent, sans accord préalable.	Cent euros (100,00 € HT)	Par site concerné et Par jour d'absence constatée
Tout retard ou manquement d'exécution de tâche au regard du contrôle et/ou du planning	Cent euros (100,00 € HT)	Par site concerné et par jour
Absence du chef d'équipe à la réunion de contrôle contradictoire	Cent cinquante euros (150,00 € HT)	Par site concerné et par absence au contrôle

Manque de consommables dans les sanitaires (savons, papier WC, essuie-mains etc.)	Cinquante euros (50,00 € HT)	Par constat et par jour de retard
Absence de transmission de planning	Cent cinquante euros (150,00 € HT)	Par planning non transmis et par bâtiment
Perte ou casse de clé passe	Trois cent euros (300,00 € HT)	Par clé passe
Non-respect de l'obligation de mise en œuvre de la clause d'insertion	Cinquante euros (50,00 € HT)	Par heure d'insertion non réalisée. Cette pénalité court à compter du contrat réalisé par « le facilitateur » lors du bilan (annuel). Elle sera appliquée, en cas de non-exécution ou d'exécution partiel de la clause d'insertion.
Absence ou refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause d'insertion.	Cent euros (100,00 € HT)	Par jours de retard à compter de la mise en demeure écrite par le CNRS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à mille euros (1 000,00 €) HT.

En complément du CCAG-FCS susvisé, le montant total des pénalités encourues ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes de la valeur des prestations mensuelles du bâtiment concerné.

Toutes les pénalités s'entendant en jours calendaires, le délai s'expire à minuit le dernier jour de ce délai. Ces délais fixés en jours calendaires incluent les samedis, dimanches et jours fériés.

Le Titulaire encourt, en cas d'exécution partielle ou de non-exécution totale des prestations, des réfections et, le cas échéant, l'application de l'article 45 du CCAG/FCS « Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire ».

En cas de non-respect répété des obligations énumérées ci-dessus, le CNRS peut appliquer la clause de résiliation du présent CCAP suivant les modalités prévues ci-dessous :

- Avertissement par lettre recommandée avec Accusé de Réception.
- Après deux (2) avertissement sur une période de 2 mois consécutifs, le CNRS pourra dénoncer le présent accord-cadre, avec un préavis de 2 mois par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception.

ARTICLE 12 – RESILIATION

En cas de cumul de pénalités supérieur à cinq mille euros (5 000,00 €) HT, sur la durée totale de l'accord-cadre, le CNRS se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à tout moment, sans préavis et sans indemnité, par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS.

Le CNRS peut résilier le contrat notamment dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du code de la commande publique.

Après signature du contrat, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 822-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du Titulaire.

L'accord-cadre est résilié de plein droit sans indemnité, ni préavis, en cas de faillite du Titulaire, si celui-ci n'exécute pas les

prestations définies au CCTP ou s'il ne respecte pas les prescriptions de sécurité ; postérieurement à la signature de l'accord-cadre, si les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord-cadre, s'avèrent inexacts.

En complément des stipulations de l'article 41.1 du CCAG-FCS, il est précisé que le CNRS peut prononcer la résiliation de l'accord-cadre, selon les modalités prévues audit article, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-1 à R. 2143-16 du code de la commande publique.

Le contrat est résilié conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

ARTICLE 13 – MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son IBAN original. Le Titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son IBAN.

La facturation s'effectuera mensuellement à terme échu d'un montant égal à 1/12^{ème} du montant global annuel. Sont déduites du montant des factures, le cas échéant, les pénalités prévues au présent CCAP.

Le Titulaire présentera deux (2) facturations avec :

- D'une part les bâtiments 1 GEOAZUR, 2 GREDEG, 3 Délégation Régionale, 4 GEOAZUR, 5 CRHEA
- D'autre part le bâtiment 8 IPMC.

13.1 FACTURATION

Les factures afférentes aux paiements, doivent obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- L'objet de l'accord-cadre ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- La période concernée ;
- La nature de la prestation et le détail des prestations exécutées ;
- Le montant hors taxe par bâtiment ;
- Les pénalités éventuelles déduites par bâtiment ;
- Le montant total hors taxe ;
- Le taux et le montant total de la TVA ;
- Le montant total toutes charges comprises en euros (€).

L'omission des mentions précitées dans la facture, entraîne une suspension du délai global de paiement.

13.1.1 POUR LES BATIMENTS 1, 2, 3, 4, 5 :

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) – Structure CNRS (SCTD) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (MOY2000_LO)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification de l'accord-cadre ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.
- Centre de facturation pour les bâtiments 1 GEOAZUR, 2 GREDEG, 3 Délégation Régionale, 4 GEOAZUR et 5 CRHEA :

<p style="text-align: center;">CNRS – SCTD – 2083 – STL CDL 2 rue Jean ZAY TSA 61004 F-54519 VANDOEUVRE-LES-NANCY CEDEX</p>
--

13.1.2 POUR LE BATIMENT 8 :

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) – Structure CNRS (SCTD) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (UMR7275)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification de l'accord-cadre ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.
- Centre de facturation pour le bâtiment de l'IPMC :

CNRS – SCTD – 0812 – IPMC
2 rue Jean ZAY
TSA 61004
F-54519 VANDOEUVRE-LES-NANCY CEDEX

13.2 FACTURATION ELECTRONIQUE

Conformément à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://lab.chorus-pro.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

13.3 REGLEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le règlement sera effectué après validation du Service Fait, par virement bancaire sur le compte du Titulaire. En cas de litige et notamment si le CNRS n'est pas satisfait de l'exécution des services, les paiements pourront être retardés jusqu'au règlement du litige.

Conformément aux dispositions au R. 2192-10 et R. 2192-12 du code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues au titre du présent accord-cadre est de trente (30) jours, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le Titulaire auprès de l'Ordonnateur de la dépense.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre de l'accord-cadre, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de quarante euros (40,00 €) sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

Le Délégué Régional pour la Délégation Côte d'Azur du CNRS
 Les Lucioles 1 – Campus Azur
 250 rue Albert Einstein – 06560 Valbonne

Le Comptable chargé du paiement est :

L'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Côte d'Azur du CNRS
 Les Lucioles 1 – Campus Azur

ARTICLE 14 - AVANCES

Une avance de 10% peut être accordée au Titulaire de l'accord-cadre lorsqu'au terme de l'article R. 2191-3 du code de la commande publique le montant initial de l'accord-cadre est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Cette avance est calculée sur la base du montant de l'accord-cadre, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. Si le Titulaire souhaite le versement de l'avance forfaitaire, il stipulera sa décision sur l'acte d'engagement (ATTRI 1).

ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre sous réserve de l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par la personne responsable de l'accord-cadre et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, conformément à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes conditions contractuelles que le Titulaire.

Le Titulaire reste seul responsable devant la personne publique de l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 16 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le CNRS conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 33 du CCAG-FCS, excepté pour les points qui suivent.

Par dérogations aux articles 27 à 33 du CCAG-FCS, les opérations de vérification, ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par un représentant habilité par le CNRS et désigné comme étant « le représentant du CNRS ».

Le CNRS informe le Titulaire que des vérifications ponctuelles portant sur la quantité et la qualité des prestations seront effectuées. Le Titulaire sera prévenu de ces vérifications où la présence d'un représentant du Titulaire sera obligatoire ; néanmoins le CNRS se réserve le droit de procéder à des vérifications de manière inopinée.

ARTICLE 17 – DISPOSITION ENVIRONNEMENTALE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune restriction.

Le titulaire effectue un suivi des quantités de produits d'entretien relatifs à la réalisation de la prestation.

ARTICLE 18 – PREVENTION DES RISQUES / PLAN DE PREVENTION

Selon la réglementation en vigueur, des dispositions doivent être prises par le CNRS et le Titulaire avant toute prestation pour prévenir des risques, liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels des différents laboratoires.

A la notification de l'accord-cadre, un Plan de Prévention sera établi pour chaque bâtiment par le CNRS et le Titulaire.

ARTICLE 19 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

19.1 – Généralités.

Toute modification affectant le Titulaire est portée impérativement à la connaissance du CNRS.

Le Titulaire fournit au CNRS, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement survenu (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

19.2 – Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- Modification de l'adresse que le Titulaire a renseignée dans le présent l'accord-cadre ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être notifiées conformément aux stipulations de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS.

19.3 – Modification majeures

Sont considérés comme majeurs tous les projets de fusion ou d'absorption de l'opérateur économique Titulaire et tous projets de cession de l'accord-cadre.

Le Titulaire produit les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre serait transféré ou cédé.

ARTICLE 20 – ASSURANCES

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 21 - OBLIGATION DU TITULAIRE

21.1 Obligation d'information et de conseil

Le Titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté ou rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

Il en va de même pour toutes les imprécisions et/ou ambiguïtés qu'il relèverait dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Le Titulaire a un devoir de conseil et d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements ou de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil et d'alerte est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

21.2 Obligations du titulaire en matière d'exécution des prestations et de gestion du personnel

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui

permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualités prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Il est expressément entendu que le personnel du Titulaire ou le cas échéant du ou des sous-traitants, demeure à tous les égards, le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Ils demeurent en permanence sous la seule subordination et direction de leur employeur.

Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du Titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par celui-ci.

Le Titulaire est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux (code du travail, hygiène, sécurité incendie, etc.) et au règlement intérieur de l'établissement, en particulier les conditions d'accès au site concerné par le présent marché.

Le Titulaire est responsable des actes commis par son personnel ou ses intervenant. Toute infraction commise est passible de la mise en jeu de sa responsabilité et peut donner lieu à l'application des sanctions et pénalités prévues au présent CCAP, et dans les cas aggravés, à des poursuites judiciaires.

Les dispositions de l'article 6 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune restriction.

Il peut être demandé au Titulaire de retirer des équipes intervenantes, sans préavis, tout personnel ne donnant pas satisfaction au CNRS, ou ayant contrevenu aux règles de base stipulées ci-dessus.

21.3 Obligation protection des travailleurs

Le Titulaire doit, à ses frais, soumettre son personnel aux examens médicaux prévus par la législation en vigueur. Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique seront consignées par le Titulaire sur un registre spécial.

Le Titulaire doit veiller à appliquer et à respecter la législation du travail (code du travail), notamment dans les domaines suivants :

- La lutte contre le travail clandestin,
- La sécurité des personnes (travail en hauteur, travail avec machines, les risques de glissade, les risques électriques...)

ARTICLE 22 – CONFIDENTIALITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS, s'appliquent au présent accord-cadre. Elles sont complétées par les dispositions suivantes :

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire, qui doit se conformer à la réglementation en vigueur et aux obligations de confidentialité visées ci-dessous. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par tous les membres du personnel intervenant qu'il emploie.

Les prestations, objet de l'accord-cadre, procurent par nature au Titulaire une grande visibilité sur le fonctionnement des sites. Aussi, le Titulaire est tenu par une obligation de confidentialité quant à son fonctionnement aux informations, documents, données, supports, équipements et matériels qu'il est appelé à connaître ou à manipuler pendant l'exécution des prestations.

Le Titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du contrat, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du contrat ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitant et fournisseurs.

L'acheteur peut demander à tout moment, au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supportés d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Le Titulaire est tenu au **secret professionnel le plus absolu** et, en conséquence, ne doit pas divulguer de quelque manière que ce soit d'informations sur les éléments couverts par cet accord-cadre.

Le Titulaire et son personnel s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations, et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de non-respect de la clause de confidentialité, l'accord-cadre sera résilié pour faute du titulaire conformément à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 23 – DISPOSITIONS GENERALES

23.1 MESURES DE SECURITE

En complément de l'article 5.3 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif dites ZRR. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

Le Titulaire se rapprochera du CNRS pour mettre en place dès que possible les modalités nécessaires aux accréditations de ses agents à ces zones.

Toute personne relevant du Titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité et aux règlements des sites du CNRS, qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations.

23.2 CERTIFICATION ET SECURITE DES PERSONNELS

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable les personnels du Titulaire, et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- ✓ Le patronyme et les prénoms de son agent ;
 - Une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé : Carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - Un titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- ✓ L'adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations en objet de l'accord-cadre.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique

intervenant pour réaliser la prestation demandée.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs. Le Titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales et à une résiliation du contrat.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

23.3 MESURES DE PORTEE GENERALE

Conformément aux articles 5.4 et 6.4 du CCAG-FCS, le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables, et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS pendant toute la durée de l'accord-cadre.

À cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent accord-cadre ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer ses personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent accord-cadre. L'exécution de l'accord-cadre peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du présent accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution des prestations.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent accord-cadre pourra entraîner la résiliation sans indemnité de l'accord-cadre à ses torts.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation de l'accord-cadre sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers à l'accord-cadre sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de

l'accord-cadre.

ARTICLE 24 - REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Certaines données transmises par le CNRS au titulaire en application du présent contrat constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent contrat et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le CNRS, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent contrat, conformément aux modalités exposées par le présent contrat et à toutes instructions complémentaires données par le CNRS. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le CNRS.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le CNRS pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité. Il met à la disposition du CNRS toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le CNRS ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer au CNRS dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le CNRS, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent contrat sans l'accord écrit préalable du CNRS et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations présent contrat. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le Titulaire

demeure pleinement responsable devant le CNRS des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent contrat, ce dernier s'engage à le notifier au CNRS dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le Titulaire communique au CNRS le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

ARTICLE 25 – LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le Titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de la réalisation des prestations objet de l'accord-cadre.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Les juridictions administratives sont seules compétentes et notamment le tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge aux CCAG-FCS sur les articles suivants :

CCAP	CCAG FCS
2	4.1
6.2	3.4.1
8	42
9	16.1
11	14.1.1 et 14.1.3
12	38
15	3.6
16	27 à 33
19.1	3.4.2